

Davantage de médecins pour une meilleure politique de la santé

Jürg Schlup

Dr med., président de la FMH



Les élections fédérales du 18 octobre 2015 vont redistribuer les cartes de l'échiquier politique et, espérons-le, faire souffler sur les Chambres fédérales le vent de renouveau qui distingue la stabilité helvétique de l'inertie.

Lorsqu'il faudra choisir, comme médecin ayant le droit de vote, nos représentants politiques au Parlement pour les quatre années à venir, il est certain que des questions et des préférences très différentes nous guideront. Il devrait en être ainsi pour toute catégorie socio-professionnelle. Mais à contrario nous accorderons sûrement une importance particulière à la politique de la santé: les possibilités d'amélioration de la prise en charge de nos patients, vécues au quotidien, ou l'impact de décisions politiques concrètes sur notre activité professionnelle ou sur nos conditions de travail entreront en ligne de compte. Vous voterez ainsi – au moins en partie – en votre qualité de médecin.

N'abandonnons pas la politique de la santé à d'autres: le Parlement a besoin des médecins.

Alors que la santé publique est un des plus grands employeurs en Suisse, après le bâtiment et le commerce de détail, un regard sur la répartition professionnelle des Chambres fédérales laisse cependant apparaître que seulement sept sur deux cents conseillers nationaux et deux sur quarante-six conseillers aux Etats sont en lien avec le domaine de la santé. Cependant, un regard sur les liens d'intérêt déclarés montre que d'autres acteurs centraux de la santé sont beaucoup mieux représentés. Pour les seules Commissions de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national et du Conseil des Etats, 30% des membres déclarent des liens d'intérêt avec les assurances-maladie.

Par conséquent, de nombreux professionnels de la santé – dont les médecins – risquent d'être sous-représentés en politique. Cette sous-représentation s'explique par la charge de travail importante, qui permet difficilement de trouver le temps pour se lancer dans une carrière politique sans garantie de succès, mais

aussi par la proportion élevée de collègues étrangers sans droit de vote actif ou passif.

Pourquoi est-il aussi important qu'un plus grand nombre de médecins siège au Parlement? Il ne s'agit pas seulement de défendre les intérêts des médecins en politique, mais bien plus de se donner les moyens de faire passer nos compétences spécifiques dans les réflexions sur la forme à donner à notre système de santé. Un avantage qui finalement profite à tous: soignants, patients et assurés.

Pas de politique de la santé sans expertise: les médecins engagés en politique méritent notre soutien.

Un rapport publié en 2010 par McKinsey et la London School of Economics, en collaboration avec des chercheurs de Harvard et de Stanford, arrive à une conclusion claire: plus le nombre de spécialistes au bénéfice d'une formation clinique est élevé dans le management d'un hôpital, meilleurs en sont les résultats cliniques et financiers, avec une satisfaction accrue des patients.

Un impact aussi clair au niveau de la gestion d'un hôpital ne peut que corroborer l'importance d'une telle expertise pour les représentants politiques appelés à fixer les conditions-cadres de la prise en charge médicale, avec un nombre important d'institutions de santé. Si l'expérience du travail avec les patients permet un tel succès dans la gestion des hôpitaux, il semble logique qu'elle en apporte aussi en politique, notamment par la formulation de lois s'appuyant sur des solutions concrètes et réalistes.

C'est pour cela que la FMH soutient les candidatures de médecins pour le Conseil national ou le Conseil des Etats. Dix-neuf confrères ont profité de l'offre de la FMH et présentent leurs priorités en matière de politique de la santé dans ce numéro. Comme leurs positions sont tout aussi variées que peuvent l'être les opinions publiées dans le Bulletin des médecins suisses, j'espère que chacun trouvera des candidats à soutenir et que nous pourrons ainsi contribuer à des débats nourris en politique de la santé.